

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2025- 20 du 12 juin 2025 DE MISE EN DEMEURE
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement
de la communauté de communes de Céze Cévennes, dont le siège social est situé
120, route d'Uzès, 30500 Saint-Ambroix,
de respecter les prescriptions applicables aux activités
de l'installation de stockage de déchets ménagers
exploitées Lieu - dit Figeyrettes - sur la commune de Bordezac.

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004, autorisant la communauté de communes Cévennes Actives à exploiter une installation de stockage de déchets ménagers sur la commune de Bordezac ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-02 du 6 janvier 2014, autorisant le transfert de l'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets ménagers située sur la commune de Bordezac à la communauté de communes de Céze Cévennes ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 30-2024-10-18-00007 du 18 avril 2024 donnant délégation de signature à M. Emile Soumbo, sous-préfet d'Alès ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 30 avril 2025 et le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier du 7 mai 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport et du projet d'arrêté susvisés ;

Considérant que la communauté de communes de Céze Cévennes exploite une installation de stockage de déchets ménagers sur son site situé Lieu - dit Figeyrettes sur la commune de Bordezac, réglementée par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux susvisé ;

Considérant que l'article 11.I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé impose que l'installation soit équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que lors de la visite en date du 8 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement constate une accumulation de lixiviats en fond du casier 2 dans l'angle nord qui donne lieu à un épanchement dans le futur casier numéro 3 (non exploité) ;

Considérant, dès lors, que les dispositions de l'article 11.I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que l'article 11.II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé impose que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante, et que ce niveau doit pouvoir être contrôlé ;

Considérant que lors de la visite en date du 8 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'installation n'est pas dotée d'un dispositif permettant de contrôler cette hauteur de lixiviats ;

Considérant, dès lors, que les dispositions de l'article 11.II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que l'article 21-IV de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 impose qu'au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place ;

Considérant que l'installation de stockage de déchets admet des déchets biodégradables depuis plus de deux ans, et que, lors de la visite en date du 8 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté qu'aucune cartographie des émissions diffuses n'a été réalisée ;

Considérant, dès lors, que les dispositions de l'article 21-IV de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement dans la mesure où toutes les mesures de prévention des pollutions du sol, des eaux et de l'air ne sont pas mises en œuvre ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la communauté de communes de Céze Cévennes de respecter les dispositions des articles 11.I, 11.II et 21-IV de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, et ce afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du sous-préfet d'Alès :

ARRÊTE :

Article 1 – Mise en demeure

La communauté de communes de Céze Cévennes, exploitant une installation de stockage de déchets ménagers sise Lieu-dit « La Figeyrette » sur la commune de Bordezac, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 11.I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé en garantissant l'efficacité des dispositifs de collecte de lixiviats au niveau du massif de déchets, notamment en mettant en œuvre les mesures correctives permettant d'éviter l'épanchement des lixiviats vers le casier 3 non exploité dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

La communauté de communes de Céze Cévennes exploitant une installation de stockage de déchets ménagers sise Lieu-dit « La Figeyrette » sur la commune de Bordezac est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 11.II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé en dotant l'installation d'un dispositif permettant le contrôle de la hauteur des lixiviats en fond de casier, et ce dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

La communauté de communes de Céze Cévennes exploitant une installation de stockage de déchets ménagers sise Lieu-dit « La Figeyrette » sur la commune de Bordezac est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 21-IV de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé en produisant une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place, et ce dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais prévus par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérécourse citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr :

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 – Publicité, notification et exécution

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de deux mois.

Cet arrêté sera notifié au président de la communauté de communes de Céze Cévennes en tant qu'exploitant de l'installation.

Une copie de cet arrêté sera adressée au sous préfet d'Alès, au maire de la commune de Bordezac et au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, chargés, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous préfet,



Emile Soumbo